



Chers Camarades, Chers Amis,

Le 1er Mai 2017, journée internationale pour la paix, la démocratie, la solidarité, est un nouveau temps fort de mobilisation et de manifestation dans tous les pays. C'est une journée de lutte et d'expression revendicative exceptionnelle, une journée de rassemblement pour les droits des travailleurs, le progrès social, la liberté, l'égalité, la justice, la fraternité, la paix, la démocratie et la solidarité internationale.

Le 1er mai 2017 est l'occasion d'exprimer notre solidarité avec toutes celles et ceux qui dans le monde, luttent pour plus de liberté, de démocratie, de progrès social et celles et ceux qui luttent contre la guerre. La CGT tient à exprimer sa solidarité avec les prisonniers politiques palestiniens en grève de la faim depuis le 17 avril. Leur seule revendication est que leurs conditions de détention respectent strictement les droits humains. La CGT considère qu'une solution politique n'est pas envisageable sans la libération des prisonniers politiques. Nous condamnons fermement la dictature en Turquie. Nos camarades syndicalistes, les journalistes, les progressistes, les femmes et les hommes du monde de la culture emprisonnés doivent être libérés.

La CGT réaffirme son engagement pour la paix, pour un monde exempt d'armes de destruction massive et prône le désarmement.

Ce Premier mai 2017 est forcément particulier. Situé entre les deux tours de l'élection présidentielle, il est une journée de lutte et de résistance pour toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas à la progression continue de l'extrême droite. Mais il doit aussi - et surtout - marquer le retour de la question sociale sur le devant de la scène.

Ce 1er-Mai 2017 il ne s'agit pas de manifester seulement son opposition à l'extrême droite. Il faut mettre en perspective les problématiques de la crise dont souffrent les citoyens de ce pays et mettre en avant des solutions pour sortir de ce qui renvoie au vote FN. Dans cette campagne présidentielle, il y a beaucoup de mouvements sociaux. Et il y a eu une mobilisation large portée par une grève générale et un mouvement social puissant en Guyane. La colère de la population de Guyane est légitime.

Les résultats des élections présidentielles se sont traduits par un rejet des partis qui se sont succédés au gouvernement et ont tour à tour imposé une politique libérale au service de la finance et des actionnaires, creusant toujours plus les inégalités.

Ils sont les résultats des politiques libérales, des lois régressives, des remises en cause des droits, comme des renoncements des gouvernements successifs à œuvrer véritablement pour la justice sociale et la réponse aux besoins sociaux et environnementaux. Pour autant, depuis des mois, de nombreux salariés et citoyens contestent ces choix, s'opposent aux mauvais coups, tels la loi travail et la loi Macron et se mobilisent avec leurs organisations syndicales, notamment la CGT.

Le rejet des partis c'est aussi le dégoût de la proximité entre les élus et les milieux d'affaires, la corruption, les passe-droits, les privilèges, l'utilisation et le détournement de l'argent public... Oui, la crise est profonde et fait le terreau de l'extrême droite qui prospère sur la colère et les inquiétudes que suscite l'insécurité sociale.

Pour la deuxième fois dans le pays, sous la Vème République, une candidature d'extrême droite, représentée par le front national, sera présente au second tour des élections présidentielles. C'est un danger pour la démocratie, la cohésion sociale et le monde du travail. Les gouvernements qui depuis 2002 se sont succédés

sans jamais répondre aux aspirations légitimes, à plus de justice sociale, sans ouvrir de perspectives d'avenir meilleur, en portent une lourde responsabilité !

La CGT ne se résoudra jamais à accepter un tel scénario sans issu pour les salariés, les retraités et les privés d'emplois. Elle affirme que les salariés doivent, plus nombreux et plus fort, exprimer leurs attentes et leurs exigences revendicatives, faire grandir des mobilisations convergentes capables d'imposer un rapport de force pour gagner de nouveaux droits. Seul le progrès social favorise les solidarités, participe à combattre l'exclusion, les stigmatisations, les mises en concurrence.

3

L'utilisation des peurs, du terrorisme, les amalgames éhontés entendus lors de la campagne, la xénophobie, le racisme, le sexisme et l'homophobie, la préférence nationale ne résoudront pas les inégalités, le chômage et les bas salaires. La CGT les combat et les combattra sans relâche ! Comme elle combat et combattra sans relâche le Front National qui se pare d'une soi-disant dimension sociale pour attirer l'électorat populaire, alors que de tout temps, il s'est posé en grand défenseur du capital national, créant toutes les conditions pour diviser les travailleurs. L'Union Locale CGT d'Arles veut le redire : jamais aucun salarié n'aura le moindre intérêt à voter pour l'extrême droite. Une extrême-droite qui use du confusionnisme et fait feu de tout bois. La fin justifiant les moyens, la démagogie l'emporte, le discours et les postures s'adaptent au gré des interlocuteurs, le bouc-émissaire est trouvé pour chaque problème rencontré.

Alors que nous savons dans notre région, dans notre département, de quoi est capable l'extrême droite quand elle est aux commandes : attaques entre autres aux droits des femmes avec fermetures de plannings familiaux, attaques des Organisations Syndicales, notamment la CGT.

Parce que nous n'avons pas la mémoire courte, et parce qu'il nous faudra lutter coûte que coûte, nous disons ici que le progrès social et humain sont incompatibles

avec ce courant politique qui n'a dans son histoire jamais été patriote, mais a toujours pris le parti des privilèges et du totalitarisme contre le(s) peuple(s).

Le danger est donc extrême de ne plus voir la différence fondamentale entre le combat, le rassemblement fort du monde du travail pour transformer la société dans un cadre démocratique et celui d'une confrontation avec un pouvoir potentiellement détenu par des néo-fascistes racistes.

Le 7 mai il n'y aura pas de victoire pour le progrès social, faisons en sorte qu'il n'y en ait pas pour la haine et la discrimination ! Pas une voix pour l'extrême droite.

L'autoritarisme des gouvernements successifs, les engagements non tenus ou les reniements, le renoncement à une Europe sociale, les dénis de démocratie, l'utilisation à répétition du 49.3 et les politiques menées ont cultivé la désespérance et le fatalisme d'une partie de la population. Cela est renforcé par la casse de l'industrie et des services publics, la montée du chômage et de la précarité, l'abandon des zones rurales et périurbaines.

Nous faisons le constat qu'aucun des candidats présents à l'issue du 1^{er} tour ne remet en cause les politiques d'austérité, les rémunérations des actionnaires des grands groupes qui s'accaparent les richesses produites par les salariés, les licenciements, les destructions de notre tissu industriel, de nos Services Publics et de notre Protection Sociale.

Notre protection sociale justement est particulièrement attaquée par les deux finalistes. La Protection Sociale vise à protéger les individus des aléas et des évolutions de la vie : maladie, maternité, accident de travail, invalidité, perte d'autonomie, chômage, retraite, éducation des enfants.

Pilier de la Protection Sociale, la Sécurité Sociale qui repose sur le principe "chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins", doit rester fondée sur une dimension universelle, ouverte à l'ensemble de la population, financée et gérée par les cotisations.

Quand gouvernement et patronat baissent les cotisations patronales, c'est en fait notre salaire qu'ils baissent. Les richesses créées par notre travail, doivent servir les besoins collectifs et financer la Sécurité Sociale par les cotisations.

Le puissant mouvement social contre la loi El Khomri, au printemps dernier, en réplique à l'autoritarisme du gouvernement et ses recours au 49-3, a constitué un sursaut salutaire dans un pays sous état d'urgence, pour contrer de graves reculs des droits sociaux.

A l'heure où des millions de citoyen-ne-s ont voté pour la justice sociale et pour l'abrogation de la loi travail, pour la transition énergétique et la préservation de la planète et de la santé, pour la lutte contre le néo-libéralisme, la fraude fiscale et une autre répartition des richesses avec une protection sociale de haut niveau... un autre avenir est à construire. Cela passe par des mobilisations sociales.

Dans ce contexte politique nauséabond où certains sont tentés par la xénophobie et le repli identitaire, la CGT, fidèle à ses valeurs de paix, de fraternité et d'internationalisme, entend saluer et réaffirmer sa totale solidarité envers tous les citoyens qui accueillent dignement ces milliers de migrants fuyant la guerre, la misère et la pauvreté.

La France, 6^{ème} puissance économique mondiale, n'aurait pas les moyens de traiter dignement ses populations les plus fragiles, comme celles qui cherchent l'accueil pour des questions économiques, politiques, familiales, de survie... parce qu'elles fuient les guerres. Oui, les conditions d'accueil des migrants sont intolérables, elles sont indignes de la France ! Oui, les conditions de vie et de survie de plus de 9 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté en France sont tout aussi intolérables !

La CGT condamne sans réserve, et avec la plus grande fermeté, celles et ceux qui opposent la question de la pauvreté, de la misère sociale avec celle de l'accueil des migrants dans des conditions dignes. La précarité et la misère sont les

conséquences des politiques publiques portées par les gouvernements successifs ces dernières années. Elles trouvent leur prolongement au niveau européen.

Remettre en cause notre modèle social, détruire les services publics, réduire le nombre de fonctionnaires, supprimer des dotations en direction des collectivités territoriales, supprimer des subventions au milieu associatif, amputer les budgets dédiés aux activités sociales et culturelles, ne pas augmenter les salaires, augmenter la précarisation du salariat, maintenir un haut niveau de chômage... sont autant de choix politiques qui génèrent la précarité et la misère sociale, ce sont ces choix que nous dénonçons et combattons quotidiennement. Opposer ceux qui travaillent avec ceux qui cherchent un emploi, les Français et les étrangers, les actifs et les retraités, ceux qui vivent sur le territoire et ceux qui y cherchent asile, les pauvres et les miséreux... est une stratégie politique bien connue qui ne sert qu'un objectif, celui de détourner l'attention des véritables causes d'une crise entretenue au seul bénéfice du capital.

Quant à ceux qui veulent faire porter au syndicalisme la responsabilité des problèmes de notre pays, jouent à un jeu dangereux. Restreindre le rôle et la place du syndicalisme en imposant de nouvelles règles de démocratie sociale, en favorisant la création de pseudo syndicats ou d'associations pour accompagner les décisions patronales ou gouvernementales, ce n'est pas un signe de modernité et cela dessert l'intérêt des salariés. Il faut d'abord renforcer le rôle et la place des syndicats en faisant respecter une liberté essentielle, le droit de se syndiquer, de militer et de revendiquer sans peur des représailles. La liberté syndicale fait partie des droits fondamentaux. Ce sont les mobilisations, les convergences dans nos luttes, c'est cette solidarité qui battra en brèche les divisions, les reculs sociaux, les racismes.

Depuis plusieurs mois, la CGT porte des propositions alternatives économiques et sociales en adéquation avec les exigences, les possibilités de notre époque et les aspirations des salariés, retraités, privés d'emplois.

Elle porte au cœur de sa démarche, la question du travail. Derrière ce mot, nous parlons de son organisation, du paiement des qualifications et de l'expérience, de la formation initiale et continue, des souffrances qu'il peut générer sur la santé. Il est insupportable que certains perdent leur vie au travail, pendant que d'autres la perdent parce qu'ils n'en n'ont pas.

Dans un pays où les 40 plus grandes entreprises viennent de dégager 75 milliards d'euros de bénéfices et de verser à leurs actionnaires près de 500 milliards en 10 ans, les moyens existent. La question centrale, c'est la réappropriation collective des richesses créées par le travail, se mobiliser pour qu'elles servent l'investissement pour l'avenir, l'emploi, les salaires, le progrès social.

Le 1^{er} Mai est un temps fort pour porter tous ensemble notre détermination à imposer et à gagner le progrès social.

Nous revendiquons notamment une augmentation des salaires et des pensions avec, comme référence, le SMIC à 1800 euros, une réduction du temps de travail avec, comme référence, une durée de 32 heures hebdomadaire, un nouveau statut du travail et une sécurité sociale professionnelle, une protection sociale de haut niveau, des moyens supplémentaires pour les services publics, comme par exemple la santé, la culture et l'éducation, et la construction d'une véritable Europe sociale, l'abrogation des lois Santé, Travail, Macron, Notre...

L'Union Locale CGT d'Arles, tous les Syndicats CGT qui la composent, continueront de créer toutes les conditions pour que les salariés, les retraités, les privés d'emploi, tous ensemble, nous portions haut et fort notre volonté et notre détermination à gagner le progrès social, avec au cœur de toutes nos luttes, ici à Arles, dans le pays et dans le monde : justice sociale, solidarité, fraternité, respect, tolérance et démocratie.